



BUDGET PRIMITIF 2024

Intervention de Marie-Louise GOURDON
Groupe Environnement et Solidarités

Monsieur le Président, chers et chères collègues,

Le Budget Primitif de notre département s'élève à près d'un milliard 700 millions, comme au BP 2023.

Les prévisions de DMTO affichent une baisse de 100 M€ par rapport à l'an dernier. Nous sommes tributaires des fluctuations du marché immobilier. Il faut dire que nous avons bénéficié d'un niveau de recettes exceptionnellement élevé ces 2 dernières années, ce qui vous avait permis de mettre en réserve 30 M€ que vous réinjectez dans le budget aujourd'hui.

Les DMTO représentent 37 % des recettes de fonctionnement, au lieu de 48% en 2023.

Les autres recettes de fonctionnement ont heureusement une dynamique plus stable. Nous demeurons un Département dit « Riche », mais privé d'autonomie fiscale, comme tous les autres.

L'ensemble des dépenses sociales progressent cette année de 3,4%, soit la valeur de l'inflation.

Avec 626 M€, elles représentent 37% du budget total et 48 % des dépenses de fonctionnement. Ce pourcentage est à mettre en parallèle avec la moyenne des autres départements qui consacrent 70% de leurs dépenses de fonctionnement à la compétence action sociale.

Sur l'aide à la personne nous consacrons 278€ par habitant pour une moyenne nationale de 301€,

Et sur les frais de séjours et d'hébergement le Département dépense 185€ pour une moyenne de 222€.

Nous sommes en dessous des moyennes nationales mais comparaison n'est pas raison, chaque département est différent.

Nous avons donc souhaité regarder l'évolution de quelques missions de notre collectivité sur 10 ans.

Entre 2014 et 2024, le Budget a augmenté de 28%, passant de 1.3 Milliard d'€ à presque 1.7 M€.

Le fonctionnement de l'administration qui représentait 25% du budget en 2014 en représente 31 % aujourd'hui.

C'est lui qui a connu la plus forte progression, +57 %. Il est tiré par la gestion financière qui a progressé de 126 % sur 10 ans.

C'est presque 269 M€ consacrés en grande partie au fonds de péréquation, 110 M€ cette année et à la charge de la dette, intérêts et capital pour 105 M€ en 2024. Nous sommes d'ailleurs toujours bien au-dessus de la moyenne en ce qui concerne l'endettement.

Dans le même temps, les dépenses sociales ont progressé de 23 %. Elles ont donc augmenté moins vite que l'ensemble du budget.

On remarque que

- l'aide aux personnes âgées a progressé de 23 % en 10 ans.

Première en volume avec 179M€, elle est naturellement en augmentation accélérée avec la génération du baby-boom qui avance en âge.

- les dépenses en direction de l'enfance et des familles ont progressé de 45 %. On est passé de 105 M€ à 153 M€. Cette évolution est particulièrement marquée depuis 2 ans. Les crédits 2024 sont en augmentation de presque 20 M€ ; ils devraient, souhaitons-le, répondre aux besoins criants dans ce domaine.

- l'aide aux personnes handicapées a évolué de 34 % en 10 ans. Elle représente 155 M€ cette année. Elle progresse de 11 M€. Les besoins sont énormes là aussi.

- Seule exception notable à ces augmentations à deux chiffres, la ligne consacrée au RSA, REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE, qui ne progresse que de 3 % en 10 ans !

Vous annoncez que les dépenses d'allocations de RSA vont encore baisser de 13 M d€ cette année, passant de 124 M€ à 115 M€,

Nous ne connaissons pas le nombre de suspensions et de radiations. Aucune précision n'est donnée dans les rapports.

Mais nous en trouvons dans une interview donnée à la presse.

C'est là que nous apprenons qu'en 2022, le Département a "prononcé 13.000 suspensions pour non-respect de leurs devoirs par les allocataires.

Et concernant la lutte contre la fraude que 400 dossiers ont été sanctionnés. La fraude représenterait donc 3 % du volume total des suspensions

Par ailleurs, vous annoncez un taux de sorties du RSA de 7 sur 10. Mais nous ne savons pas de quels types de sorties il s'agit, ce n'est pas précisé.

Votre politique d'insertion est efficace, avec les différents dispositifs, elle explique en partie ces résultats. Mais pas suffisamment.

En fait, la véritable question que nous devons nous poser dans l'intérêt des personnes en difficulté, c'est l'accès aux droits. Au niveau national, nous savons que 34% des personnes éligibles au RSA ne le demandent pas, pour toutes sortes de raisons liées à la précarité souvent à leur situation déjà en marge de la société.

L'annonce de la mise en place de la Solidarité à la source, en cours de préparation au gouvernement, permettra peut-être de résoudre cela, puisqu'elle prévoit le versement automatique des allocations, aux personnes éligibles, selon leur déclaration d'impôts.

Ce serait une véritable révolution sociale. Mais elle devra être accompagnée de compensations suffisantes de l'Etat pour être supportable par les budgets des Départements. C'est un projet. On verra.

Je reviens à la situation présente.

Il est difficile de se féliciter de la baisse importante du budget allocations et du nombre de bénéficiaires alors que notre Département, contrairement aux apparences, connaît un taux de pauvreté qui le classe parmi les plus pauvres.

Que deviennent ces milliers de personnes qui sont suspendues ou radiées pour des raisons administratives, et non de fraude ?

Que faisons-nous pour que cette population, femmes et enfants, souvent travailleurs pauvres, ne finisse pas dans sa voiture ou à la rue ?

Notre mission de solidarité ne va pas assez loin ici.

Cela me permet d'enchaîner sur l'engagement du Département dans le logement social.

La ligne logement affichait 15 M€ en 2014 et aujourd'hui 2 M€.

Sur ce point, nous pourrions être plus volontaristes.

Sans logement social, pas d'agents pour faire tourner le tourisme, la restauration, les transports, les Ehpad, les hôpitaux, les polices municipales. Les jeunes s'en vont.

Un Département comme le nôtre doit prendre davantage en compte cette question prioritaire.

Autre problème majeur de notre Département à court et long terme est l'adaptation de notre territoire aux impacts du dérèglement climatique et au manque d'eau.

Vous savez, Monsieur le Président, que nous vous soutenons dans votre politique du Greendeal, dans votre volonté de développer des actions concrètes dans ce domaine.

Les rapports successifs du GIEC nous alarment de plus en plus fort sur le fait que le réchauffement climatique nous atteint beaucoup plus vite que prévu. Ce dernier mois de janvier, le plus chaud jamais enregistré, en est le signe le plus récent. De nombreuses catastrophes nous ont atteint depuis plusieurs années, pour ne citer que la tempête Alex.

Au rythme actuel, le GIEC prévoit que le seuil de +1,5 degré pourrait être atteint entre 2030 et 2035 ! Et pas en 2050.

Et nous, nous tous, nous continuons notre vie presque comme si de rien n'était, nos projets de développement du tourisme, même durable,

L'agrandissement de l'aéroport dans le but d'accueillir encore plus de touristes lointains, des hyper centres commerciaux qui se multiplient alors qu'un plan d'urbanisme commercial devait les limiter, et des ronds-points énormes pour y accéder ...

Anticipons-nous assez la submersion possible du littoral ?

Et la plaine du Var, où nous avons endossé la responsabilité de la propriété du lit du fleuve pour pouvoir construire des grands projets dans la partie basse, avec des aménagements coûteux pour les protéger. Nous savons aujourd'hui qu'ils ne résisteraient mal à une deuxième tempête Alex.

Quand ralentissons-nous ? alors que la ressource en eau diminue et pour longtemps ?

Les industriels interrogés sur leur adaptation à la transition écologique, montrent des signes d'inquiétude car ils ne savent pas faire, et ce n'est pas seulement leur faute.

Les agriculteurs craignent que l'été prochain soit pire encore, et de ne pouvoir sauver leurs cultures et leurs troupeaux

Personne ou presque ne fait réellement ce qu'il faudrait faire. Parce que c'est difficile, que les solutions sont souvent contradictoires, et parce que la nécessité économique est là.

Moins de tourisme, moins d'activité industrielle, moins d'emplois.

C'est une équation difficile. Alors nous fonçons dans le mur ! Consciemment.

La politique départementale que vous avez mise en place dans le cadre du Greendeal va dans le bon sens : plans vélo, climat, solarisation et isolation des collèges, observatoire de l'eau, appels à projets, création de la SEM energy06, plan agricole, plan alimentation, et j'en oublie sans doute.

Grâce à eux, nos cantines vont se rapprocher peu à peu d'une alimentation bio meilleure pour la santé de nos élèves.

La création de fermes départementales permettra de fournir en légumes une partie ces cantines, le soutien aux Agriculteurs permettra d'augmenter notre capacité d'autonomie alimentaire qui est aujourd'hui à peine de 2 jours,

Le soutien aux collectivités permettra de développer des projets de REUT et de lutte contre les conduites fuyardes,

Nous isolerons les collèges et produirons de l'énergie solaire pour économiser la ressource,

Nous développerons le déplacement à vélo pour réduire l'usage de la voiture

...

Heureusement que vous avez pris ces décisions !

Car que dirions-nous à nos enfants, droit dans les yeux ?

Mais nous savons que ce n'est pas suffisant.

Les autres collectivités aussi développent des actions sur leur territoire.

Ce qui me dérange et m'inquiète beaucoup, c'est la façon puzzle, comme dirait Michel Audiard.

En effet, nous n'identifions pas un plan d'ensemble mais un ensemble de plans.

La Région, le Département, la Métropole, les EPCI, les communes, chacun développe sa politique alors que pour obtenir des résultats plus importants il faudrait travailler tous ensemble. Je sais que c'est un peu comme un vœu pieux.

Mais prenons l'exemple du préfet qui a tapé du poing sur la table pour sauvegarder in extremis 271 ha dans la plaine du Var afin de les consacrer à l'agriculture. Pour autant, faut-il recourir à l'Etat pour mettre tout le monde autour de la table ?

Il faut d'urgence établir une collaboration entre collectivités pour un maximum de coordination et d'efficacité.

Monsieur le Président, je suis persuadée que sur cette question-là, l'urgence climatique, et vous en tant que Président du Département, avec votre engagement sincère, votre sens de la concertation, vous pouvez mettre en œuvre un grand Plan d'Urgence Climatique Départemental, en rassemblant autour de la table l'ensemble des collectivités concernées, des organismes et des associations.

Essayez s'il vous plaît !

Vous connaissez le dicton célèbre : « Ils ne savaient pas que c'était impossible alors ils l'ont fait ».

Je tenais à vous faire part de nos questionnements et de nos inquiétudes sur l'avenir, tout en conservant un optimisme mesuré.

Nous nous abstiendrons sur ce budget.